

Réforme de la voie pro : L'Enseignement Agricole n'en sortira pas indemne

Le mardi 12 décembre, l'Intersyndicale de l'enseignement professionnel appelle à la grève nationale dans l'Éducation pour exiger le retrait de la réforme de la voie professionnelle. Le SNETAP-FSU, FO Enseignement Agricole, la CGT Agri et Sud Rural Territoires apportent leur plein soutien à cette journée de mobilisation.

Cette réforme des lycées professionnels que le président Macron veut imposer aux élèves et aux personnels constitue un véritable danger pour l'avenir des jeunes de l'ensemble des Lycées Professionnels, y compris ceux de l'Enseignement Agricole. Sont notamment concerné.es, ceux et celles qui prépareront, un diplôme délivré par le ministère de l'Éducation Nationale, tel que le baccalauréat professionnel Bio-Industries de Transformation, et cela dès la rentrée 2024. Comment imaginer qu'elle ne concerne pas, à terme, l'Enseignement Agricole dans l'ensemble de ses formations. En effet, la refonte contrainte de l'offre de formation, la réorganisation imposée de la classe de terminale et en conséquence du calendrier des épreuves du baccalauréat finiront inéluctablement par s'imposer à notre enseignement.

Les orientations politiques sont à l'opposé de ce que nous portons et de ce que portent les personnels de l'Enseignement Agricole Public. C'est le diktat du ministère du Travail sur celui de l'Éducation et plus globalement de l'économie sur le savoir et la connaissance.

Nous dénonçons cette conception de la voie professionnelle scolaire, qui prend pour prétexte de favoriser l'orientation des élèves vers les

métiers en tension, visant à répondre à la demande immédiate des employeurs, sans en mesurer les conséquences à moyens et longs termes. La refonte engagée de la carte des formations, au détriment des filières tertiaires, comme la vente ou encore les services aux personnes, est emblématique à ce titre. De même, la rémunération des lycéen·nes pendant leur stage détourne l'argent public qui serait nécessaire à nos établissements. Par ailleurs, la réorganisation annoncée à l'Éducation Nationale de la classe de terminale bac pro constitue pour nous aussi un recul majeur :

- en augmentant les stages, les heures d'enseignement, notamment des disciplines professionnelles seront impactées ;

- en avançant les épreuves en mai, nombre de jeunes seront vraiment mis dans une situation d'échec aux examens ;

- en proposant un dispositif flexible et des parcours distincts, des inégalités entre les élèves vont inévitablement se creuser ; le risque est notamment de voir bon nombre d'élèves choisir les semaines de stage du fait de la gratification plutôt que la poursuite des cours ...

De plus, il est à craindre qu'une annualisation du temps de travail sera imposée aux enseignant·es, compte tenu du fait que certain·es seront considéré·es "déchargé·es" de cours en mai- juin.

Cette réforme n'est en aucun cas un projet sur les exigences des savoirs. Il s'agit bien de la casse du temps de formation qui aura pour conséquences une désorganisation complète des établissements, une dégradation des conditions de travail des personnels et des suppressions de postes.

Pour toutes ces raisons, le SNETAP-FSU, FO EA, la CGT Agri et Sud Rural territoires continuent de s'opposer fermement à cette réforme qui n'a pour but que de répondre aux exigences du patronat et à la pénurie de main-d'œuvre souvent conjoncturelle.

Les personnels de l'Enseignement Agricole Public sont fondé·es à participer à des rassemblements et cortèges lors de cette journée d'action nationale du mardi 12 décembre, y compris en usant de leur droit de grève.

Le 6 décembre 2023

[View Fullscreen](#)